

Le Comité de Libération des Prisonniers Politiques (CL2P) est , dans le cadre de l'Opération Épervier, voulue de lutte contre les détournements de fonds publics.

Il s'agit des anciens recteurs de l'Université de Douala, Pr Bruno Bekolo Ebe et Pr Dieudonné Oyono, de l'ancien ministre de l'Eau et de l'Energie, Basile Atangana Kouna, de l'ancien directeur général de Cameroon Water Utilities (Camwater) Jean William Solo, ainsi que certains de leurs proches collaborateurs respectifs.

En effet, le Comité regrette la systématisation de la détention provisoire (qui est une mesure d'exception) dans le cadre de cette opération dite mains propres, ainsi que la divulgation sur les réseaux sociaux avant leurs arrestations des arrêtés d'interdiction de sortie du territoire par des responsables de la police, au mépris du droit à la présomption d'innocence consacré aussi bien par le préambule de la constitution du Cameroun que par les conventions internationales ratifiées par ce pays, à l'instar du Pacte international relatif aux droits civils et politiques puis de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

En foi de ce qui précède , le Comité de Libération des Prisonniers Politiques (CL2P):

- Dénonce cette méthode spectaculaire et anachronique d'un autre siècle assez prisée par le régime de Yaoundé, qui consiste notamment à jeter d'anciens hauts responsables Camerounais en pâture, quelles que furent par ailleurs les suspicions d'enrichissement illicite qui puissent peser sur certains, alors même qu'ils jouissent de la présomption d'innocence – Craint que dans un tel contexte délétère, ces personnalités arrêtées et jetées en prison (et celles qui le seront sans doute dans les jours qui viennent) ne bénéficient pas de procès équitables
- Invite les autorités camerounaises à mettre fin à la pratique de la détention provisoire systématique dans le cadre de l'Opération dite Épervier, ainsi qu'à fournir au Tribunal criminel spécial (TCS) les garanties d'impartialité et d'indépendance en vue pour une fois, de parvenir à des procès équitables pour les personnes détenues et celles qui pourraient l'être à l'avenir.

Fait à Paris le 03 avril 2018. CL2P